



Assemblée générale

Distr. générale
29 août 2024
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Costa Rica

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



I. Introduction

A. Résumé

1. Le Costa Rica a l'honneur de présenter son quatrième rapport national établi au titre de l'Examen périodique universel, réaffirmant son engagement à respecter, à protéger et à promouvoir les droits de l'homme¹.
2. Le pays fait évoluer en permanence son cadre normatif afin de protéger plus efficacement les droits de l'homme, notamment en créant des mécanismes de tutelle et de responsabilisation. Il applique cette stratégie dans ses relations extérieures, en contribuant à promouvoir des règles qui renforcent la dignité et le bien-être des personnes, sans discrimination d'aucune sorte.
3. Comme tous les pays, le Costa Rica doit relever, en matière de coopération internationale, des défis constants qui tiennent aux particularités des pays en développement à revenu intermédiaire supérieur. Il se heurte également aux difficultés liées à la persistance de la pauvreté et des inégalités, à la présence de la violence sous ses multiples formes, y compris celles résultant de la criminalité, ainsi qu'à d'autres défis sociaux, économiques et institutionnels.
4. À cet égard, le Costa Rica donne la priorité aux stratégies, qui, en s'appuyant sur plusieurs niveaux de gouvernance, optimisent les ressources existantes, organisent les services de soins généraux et spécialisés pour les mettre à disposition de personnes vulnérables et de groupes ayant besoin d'une protection spéciale. L'État costaricien s'attache à concevoir et à appliquer des solutions innovantes en mettant l'accent sur la sécurité humaine.
5. Considéré comme relevant de la responsabilité de l'État, le quatrième cycle de l'Examen périodique universel offre l'occasion au Costa Rica de réfléchir, en tant que pays, à la situation des droits de l'homme, et de définir des objectifs communs permettant d'améliorer ses pratiques.

B. Coordination et méthode

6. Depuis 2011, la Commission interinstitutionnelle de suivi et d'application des obligations internationales relatives aux droits de l'homme² assure la coordination stratégique de l'Examen et d'autres processus liés aux systèmes universel et interaméricain des droits de l'homme.
7. Le présent rapport est le résultat du processus le plus inclusif élaboré jusqu'à présent dans le cadre de l'Examen périodique universel. Trente-huit organismes publics³ relevant des pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif y ont contribué, sous la direction de la Commission interinstitutionnelle de suivi et d'application des obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Il rend compte des activités menées par l'État en matière de droits de l'homme.
8. Dans le cadre de l'Examen, la société civile a été consultée, ce qui non seulement garantit la transparence et le principe de responsabilité, mais offre également l'occasion unique de renforcer la confiance et de stimuler l'action menée en faveur des droits de l'homme.
9. La consultation a débuté avec la mise à jour, entre avril et mai 2024, du registre de l'Organe permanent de consultation, qui relève, s'agissant de la participation de la société civile, de la Commission interinstitutionnelle de suivi et d'application des obligations internationales relatives aux droits de l'homme⁴. L'Organe permanent de consultation a été à la base de la coopération menée avec les organisations consultées selon deux modalités : la présentation du rapport préliminaire en consultation publique et l'appel à contributions.
10. La méthode retenue a été renforcée par les contributions des membres de la Commission interinstitutionnelle de suivi et d'application des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, de représentants de la société civile, du Service du Défenseur du peuple, du Bureau du Coordinateur résident des Nations Unies au Costa Rica et de la

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression⁵. L'État costaricien reconnaît qu'il importe de continuer d'associer davantage la société civile aux consultations.

11. Le Ministère des affaires étrangères, en tant que coordinateur de la Commission interinstitutionnelle de suivi et d'application des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, remercie les organisations de la société civile pour leur participation. Leurs contributions ont été prises en compte dans l'élaboration du présent rapport, permettant de contextualiser, en toute transparence, les actions menées.

II. Cadre normatif et institutionnel

A. Principaux progrès accomplis

12. Le Costa Rica est une république démocratique, libre, indépendante, multiethnique et multiculturelle⁶, dont le système de gouvernement repose sur la division des pouvoirs et sur un État social de droit.

13. En vertu de la Constitution, norme suprême du système juridique costaricien, les dispositions internationales en matière de droits de l'homme prévalent sur la législation nationale. Selon la jurisprudence constitutionnelle, ces normes peuvent même être supérieures à la Constitution dès lors qu'elles accordent des droits et des garanties plus importants⁷.

14. Ensemble, les institutions et organes publics relevant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, et le Tribunal suprême électoral, dont la compétence est reconnue, exercent des fonctions constitutionnelles et juridiques particulières en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

15. L'État a ratifié neuf traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, neuf protocoles facultatifs et a accepté sept procédures de présentation de communications émanant de particuliers⁸. Il adresse en outre une invitation ouverte et permanente à tous les mécanismes internationaux des droits de l'homme pour qu'ils se rendent dans le pays.

16. Conformément aux obligations internationales qui lui incombent en matière de droits de l'homme, le Costa Rica a soumis les rapports ci-après durant la période considérée : les cinquième et sixième rapports au Comité des droits de l'enfant ; les troisième et quatrième rapports au Comité contre la torture ; le premier rapport au Comité des disparitions forcées ; le huitième rapport au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; les deuxième et troisième rapports au Comité des droits des personnes handicapées et le rapport faisant suite à la première visite du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

17. Au cours des quatre dernières années, le pays a mené des réformes constitutionnelles et juridiques essentielles pour les droits de l'homme, décrites ci-après, par thème.

18. À partir de 2020, le Costa Rica a connu un changement historique dans le domaine de la protection des droits de l'homme, notamment en matière de protection de la diversité sexuelle, comme suite aux conclusions rendues par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans son avis n° OC-24/17 sollicité par le Gouvernement costaricien le 18 mai 2016⁹.

19. La Chambre constitutionnelle de la Cour suprême, invoquant l'avis n° OC-24/17, a déclaré inconstitutionnelle l'interdiction du mariage homosexuel dont l'inscription dans le Code de la famille était envisagée. Le mariage homosexuel est entré en vigueur le 26 mai 2020¹⁰.

20. L'arrêt de la Chambre constitutionnelle marque une nouvelle étape du cadre de protection qui continue d'être déployé au niveau national pour protéger les droits des personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

B. Développement institutionnel et politiques publiques

21. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, le Costa Rica promeut une vision transversale des droits de l'homme, par le dialogue politique et la coordination avec tous les acteurs.

22. Le Costa Rica a été à l'initiative de nouvelles normes en matière de droits de l'homme, telles que la déclaration, devant le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations Unies, sur le droit humain à un environnement propre, sain et durable¹¹ ; la déclaration de la Journée internationale des personnes d'ascendance africaine et la création de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine¹².

23. Le Costa Rica dispose d'une architecture institutionnelle solide, chargée de promouvoir les droits des populations ayant besoin d'une protection spéciale, ainsi que de multiples organes de coordination interinstitutionnelle, qui sont examinés plus en détail ci-après. Les politiques publiques relatives aux droits de l'homme sont conçues pour intégrer les principes de transversalité, d'intersectionnalité et de territorialité, garantissant leur application à l'ensemble du cadre institutionnel et contribuant au principe de complémentarité.

24. Le pays est devenu membre à part entière de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹³ en 2021, ce qui ouvre de nouvelles perspectives de progrès dans de multiples domaines du développement durable, de l'innovation dans le secteur public, de la conception de politiques publiques futures, de l'information statistique nécessaire à la prise de décisions et d'une participation accrue des acteurs non gouvernementaux.

25. Le Plan national d'investissement public et de développement (période 2023-2026)¹⁴, principale feuille de route vers le développement durable, est pour la première fois lié aux objectifs de développement durable et au Consensus de Montevideo, et applique les normes et recommandations de l'OCDE. Il prend également en compte les questions de genre, les droits de l'homme, le développement territorial et la gestion des risques de manière transversale.

26. La réalisation des objectifs de développement durable est désormais partagée au niveau cantonal, au moyen du Réseau des cantons pour la promotion des objectifs de développement durable, auquel participe à ce jour plus de la moitié des gouvernements locaux. Fort de cette dynamique, le Costa Rica a présenté six rapports volontaires locaux et, en juillet 2024, a soumis son troisième rapport volontaire national au Forum politique de haut niveau.

27. Le Costa Rica a approuvé en 2021 le Plan stratégique national¹⁵, dont la vision ambitieuse intègre l'engagement pris de longue date en faveur des droits de l'homme¹⁶.

28. En 2024, le Service du Défenseur du peuple s'est vu, en tant qu'institution nationale des droits de l'homme, réaccrédité au statut « A », soit le niveau le plus élevé, après qu'il a été établi qu'il respectait les Principes de Paris. Cette institution a un accès direct et indépendant aux organes des Nations Unies qui contrôlent le respect par le Costa Rica des obligations qui lui incombent en matière de droits de l'homme, et peut se faire communiquer toute information qu'elle juge nécessaire dans l'exercice indépendant de ses fonctions.

29. Le groupe Instituto Costarricense de Electricidad est un conglomérat d'entreprises publiques spécialisées dans les services d'électricité et de télécommunications. Fort de son engagement social et environnemental, il a été le premier acteur public à souscrire, en 2023, au devoir de diligence en matière de droits de l'homme¹⁷, mettant en place un mécanisme permanent de diligence pour l'ensemble de ses opérations, chaînes d'approvisionnement et relations commerciales. Ce processus est une étape importante pour le pays, conforme aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, ainsi qu'aux normes de l'OCDE¹⁸.

30. Il faut souligner, en ce qui concerne les progrès susmentionnés et les avancées présentées ci-après, la contribution essentielle de la société civile aux politiques publiques et à l'exécution des mesures adoptées, qu'il s'agisse de la fourniture de services ou de la

formation des fonctionnaires. Le Costa Rica réaffirme l'importance de la participation de la société civile et l'obligation qui incombe à l'État de garantir l'autonomie et la sécurité des membres de la société civile.

C. Système statistique national

31. La loi de 2019 sur le système statistique national¹⁹ contribue à l'harmonisation et au renforcement de la production statistique, en ce qu'elle donne à l'Institut national de statistique et de recensement un mandat plus clair et les ressources requises pour son exécution.

32. L'Institut national de statistique et de recensement revoit et actualise en permanence le système d'indicateurs de suivi des objectifs de développement durable²⁰. Il a en outre mis au point un système d'indicateurs cantonaux qui a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la Stratégie des objectifs nationaux (2023-2030), principal instrument de planification du Programme 2030 qui a permis de définir 55 objectifs nationaux conformes aux objectifs de développement durable, ainsi que le système de suivi annuel associé.

33. Le Gouvernement costaricien signale qu'il a fait d'importants efforts en ce qui concerne la ventilation des données, afin de mieux analyser la situation de certaines populations, en adoptant par exemple en 2022 un guide de directives techniques en vue d'intégrer la question ethnique et raciale dans la production de statistiques officielles²¹, ainsi qu'un cadre de référence propre à prendre en compte les personnes LGTBI+ dans la production et la diffusion de statistiques officielles²².

D. Pouvoir judiciaire

34. Depuis l'approbation des Règles de Brasilia sur l'accès des personnes vulnérables à la justice, remaniées en 2019, le pouvoir judiciaire applique des politiques institutionnelles et des lignes directrices propres à différentes catégories de la population (personnes LGTBIQ+, personnes d'ascendance africaine, peuples autochtones, enfants et adolescents, femmes, personnes âgées, personnes handicapées, jeunes en conflit avec la loi, personnes privées de liberté, notamment), afin de protéger leurs droits humains et leur accès à la justice.

35. La Commission chargée de l'accès à la justice et ses sous-commissions se coordonnent avec l'École de la magistrature et les organismes de formation de sorte à mener des actions de formation et de sensibilisation continue aux droits de l'homme auprès de l'ensemble du personnel judiciaire²³.

36. Depuis l'approbation de la loi de 2018 sur l'accès des peuples autochtones du Costa Rica à la justice, un projet d'élaboration d'une politique institutionnelle d'accès des peuples autochtones à la justice a été engagé. Il est actuellement en phase finale de diagnostic. Ce projet a été élaboré conformément à la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'accent étant mis sur la garantie du droit à la consultation préalable²⁴.

37. Il convient de souligner que la Cour suprême a approuvé la circulaire n° 188-2019 sur les 19 domaines que les organes judiciaires doivent prendre en compte afin de garantir les droits et les besoins propres aux peuples autochtones, de respecter leur vision du monde et leur culture et d'intégrer ces peuples dans les processus et cadres institutionnels²⁵.

38. Le Bureau du procureur spécialisé dans les affaires autochtones est chargé, au sein du parquet, d'élaborer une réponse autre que pénale aux infractions impliquant des personnes autochtones. Les services de la défense publique exercent, dans ce type d'affaires, un rôle de contrôle afin d'assurer le respect des garanties procédurales des autochtones²⁶.

39. La Politique institutionnelle pour l'accès des personnes d'ascendance africaine à la justice et le Plan d'action associé répondent aux besoins particuliers de ces personnes, avec le soutien d'autres organes du pouvoir judiciaire²⁷.

40. La Commission nationale pour l'amélioration de l'administration de la justice, qui relève du pouvoir judiciaire, encourage depuis 2021 la définition et l'application de variables d'orientation sexuelle et d'identité de genre dans les systèmes de gestion institutionnels, ainsi

que la création d'un Plan de collecte de données sur les LGBTIQ, en collaboration avec les intéressés²⁸.

41. Le pouvoir judiciaire applique une feuille de route relative aux objectifs de développement durable, dans le cadre d'un processus de plus de huit années au cours desquelles il a fait sien le Programme 2030, s'est aligné sur les mesures préconisées dans ce programme, auquel il a adapté son cadre d'action. Cet engagement institutionnel dépasse le simple cadre de l'administration de la justice pour prendre en compte une vision du développement durable et du bien-être de la société.

E. Assemblée parlementaire

42. L'Assemblée parlementaire a déclaré d'intérêt institutionnel la réalisation des objectifs de développement durable et assure la continuité de la prise en compte, du suivi et de l'évaluation du Programme 2030, notamment en préconisant de classer les nouveaux projets de loi et les projets de loi existants en fonction des 17 objectifs de développement durable.

43. Le Bureau du Contrôleur général de la République, conformément à la Constitution et à la loi, est l'institution chargée de contrôler l'utilisation efficace des ressources publiques. Il s'assure, par les audits qu'il mène, de l'efficacité des services publics et des services connexes et de leur conformité aux objectifs de développement durable²⁹.

44. Depuis 2022, le pouvoir législatif veille à ce que tous les rapports des services techniques contiennent une analyse d'impact sur la question du genre et des recommandations à prendre en compte dans les projets de loi. En 2024, une fiche technique orientant l'analyse des projets selon une approche fondée sur le genre a été adoptée³⁰.

45. La Commission spécialisée sur l'emploi et le handicap, créée en 2021, a pour mission de réserver des postes vacants aux personnes handicapées, conformément à la loi qui contraint les pouvoirs publics à réserver au moins 5 % des postes vacants à ces personnes³¹.

III. Application des recommandations formulées en 2019

A. Questions transversales

1. Lutte contre la pauvreté

46. La lutte contre la pauvreté et les inégalités est un défi permanent et une priorité des politiques publiques de l'État costaricien, qui, à cet effet, a mis en place différents dispositifs pour répondre aux besoins socioéconomiques des populations vulnérables, renforcer, sur le plan qualitatif, les capacités de la population et mettre en place d'autres solutions de prise en charge des personnes dépendantes et de leurs aidants.

47. La Stratégie nationale pour l'employabilité et les talents humains, également appelée « stratégie BRETE »³², encadre l'action publique au moyen d'indicateurs de suivi de l'exécution des programmes, d'un rapprochement avec le secteur privé et d'un réexamen des besoins locaux. Ensemble, ces éléments permettent d'orienter les actions de formation et les subventions afin de les adapter davantage aux besoins du marché local, dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme³³.

48. L'Institut mixte de l'aide sociale, organisme technique chargé de la politique sociale et de la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté, mène différentes actions, notamment en appliquant des modèles d'intervention qui vise à promouvoir la mobilité sociale des ménages et le modèle interculturel de prise en charge des territoires autochtones³⁴. Ce dernier fait le lien entre la vision institutionnelle et la pertinence culturelle des peuples autochtones, la mise en place de transferts monétaires assortis de conditions et le versement d'autres aides à la formation, ainsi que l'octroi, pour des activités productives, de prêts remboursables garantis par des intermédiaires financiers³⁵.

49. Dans le cadre du dispositif Sistema de Banca para el Desarrollo, le fonds « Capital Semilla Inclusión » a été établi. Il finance les entreprises créées par des personnes issues des catégories prioritaires visées par la loi n° 8634 portant création du dispositif³⁶.

50. Ces mesures ont permis de réduire fortement la pauvreté (de 4,4 %) entre 2020 et 2023, malgré les effets liés à la pandémie³⁷. S'agissant de la pauvreté multidimensionnelle, elle atteint 11,9 % en 2023, soit le plus faible niveau depuis 2010³⁸.

2. Égalité et non-discrimination

51. Les efforts menés en faveur de l'égalité et contre toutes les formes de discrimination sont au cœur de l'action transversale de l'ensemble des pouvoirs publics, dont les politiques visent à lutter contre les formes multiples et croisées de discrimination auxquelles se heurtent, notamment, les femmes, les personnes âgées, les enfants, les adolescents et les jeunes.

52. Un pas important a été franchi avec l'adoption, le 25 avril 2022, de la loi n° 10175, qui prévoit des peines d'emprisonnement de vingt à trente-cinq ans pour les auteurs de crimes de haine, notamment les homicides, les coups et blessures, fondés sur l'appartenance ethnique, l'âge, la religion, la nationalité, les opinions politiques, le handicap ou les caractéristiques génétiques, le statut migratoire, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre³⁹.

53. En 2021, la loi contre la violence et le racisme dans le sport est entrée en vigueur. Elle vise à sensibiliser l'opinion à prévenir et à sanctionner les actes de violence, de racisme et de discrimination contraires à la dignité humaine, lors de manifestations sportives officielles⁴⁰.

54. Le Gouvernement est en train d'actualiser la politique nationale sur les droits culturels (2025-2034), qui soutient la création, la recherche, la gestion, la production, la promotion et la diffusion des expressions culturelles et protège la diversité du patrimoine culturel.

55. Le Costa Rica est le premier pays d'Amérique latine et des Caraïbes à avoir lancé, en 2024, une stratégie nationale contre les discours de haine et la discrimination⁴¹, afin de lutter contre la croissance exponentielle des discours haineux dans le pays, qui proviennent en particulier des réseaux sociaux⁴².

56. L'État a commencé à élaborer une stratégie nationale visant à coordonner, au niveau interinstitutionnel, les politiques tendant à répondre concrètement aux besoins des personnes d'ascendance africaine, des peuples autochtones et des migrants, sur le fondement de la Politique nationale pour une société exempte de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'autres formes d'intolérance (2014-2025)⁴³.

3. Éducation aux droits de l'homme

57. Le Gouvernement a déclaré le 10 décembre Journée des droits de l'homme⁴⁴ et a ajouté un alinéa à la Loi fondamentale sur l'éducation, inscrivant définitivement dans la loi l'étude de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

58. Les institutions publiques exploitent au mieux leurs ressources et renforcent en permanence les capacités de leur personnel, ce qui consolide l'acquisition, par les agents de l'État, de connaissances et de compétences dans le domaine des droits de l'homme et influe directement sur la culture institutionnelle et la fourniture de services⁴⁵.

59. Dans le cadre du cursus de l'Académie nationale de police, tous les candidats à l'intégration dans les forces de police doivent, pour obtenir leur diplôme, suivre la formation aux droits de l'homme et à l'égalité des genres, qui, entre 2020 et 2024, a été dispensée à plus de 4 000 policiers⁴⁶.

4. Environnement

60. Le Costa Rica est à la pointe de la préservation et de la protection des ressources naturelles, de la prise en compte des considérations sociales dans les problèmes liés à l'environnement et de l'intégration des questions d'environnement et des droits de l'homme, ainsi que le prévoit l'article 50 de la Constitution, qui établit le droit de toute personne à un

environnement sain et écologiquement équilibré. Environ 30 % du territoire du Costa Rica est déclaré zone protégée, ce qui représente 6 % de la biodiversité à l'échelle mondiale.

61. Le Gouvernement a lancé le Plan d'action national sur l'égalité des genres en matière d'action climatique (2023-2025). Innovant et sans précédent, ce dispositif encourage les mesures qui promeuvent l'insertion professionnelle et l'autonomie économique, le renforcement des capacités, la gestion des risques, la prise en compte de la question du genre dans l'action climatique et la production d'informations ventilées⁴⁷.

62. Le Plan national de gestion des risques (2021-2025)⁴⁸ prévoit la création de mécanismes de coordination des programmes, afin de rendre les interventions institutionnelles plus ciblées, équitables et efficaces, en particulier pendant et après une catastrophe. Un système de contrôle et de suivi a été mis en place afin de présenter les principaux résultats du Plan⁴⁹.

63. Le Costa Rica a été l'un des artisans de la campagne mondiale en faveur d'une prorogation, à titre conservatoire, de l'interdiction de l'exploitation minière des grands fonds marins, au nom de la science, du principe de précaution, de la sauvegarde de cet espace en tant que patrimoine commun de l'humanité et du droit à un environnement propre, sain et durable⁵⁰.

64. En tant que coorganisateur de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'océan, le Costa Rica a convoqué en juin 2024 une rencontre de haut niveau sur l'action océanique, qui s'est conclue par une déclaration de paix en faveur de l'océan et un appel à l'action intitulé « Mujeres Guardianas del Océano » (femmes gardiennes de l'océan).

65. La Banque centrale du Costa Rica gère les comptes environnementaux du pays de sorte à rendre compte de la valeur physique et économique des ressources naturelles et de leur importance pour le patrimoine national. Elle produit des indicateurs qui donnent un aperçu de l'offre et de l'utilisation des ressources naturelles et de leur lien avec l'activité économique du pays⁵¹.

5. Droits numériques

66. Le Costa Rica a pris d'importantes mesures en vue de reconnaître et de garantir les droits numériques. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour combler la fracture numérique, qui représente l'un des grands défis du pays. En 2023, 96,8 % de la population avait accès à un téléphone mobile et 81,7 % disposait, à son domicile, d'une connexion à Internet. Selon les données de l'Union internationale des télécommunications, le Costa Rica figure parmi les pays qui comptent le plus grand nombre d'abonnements mobiles par habitant dans le monde.

67. Signe de ces avancées, un deuxième paragraphe a été ajouté en 2023 à l'article 24 de la Constitution⁵², qui consacre le droit fondamental d'accès aux télécommunications et aux technologies de l'information et de la communication.

68. Le Plan national de développement des télécommunications (2022-2027) encadre diverses politiques, notamment les mesures de gouvernance ouverte, la Stratégie de transformation numérique (2022-2027), la Stratégie nationale de cybersécurité (2023-2027) et la Politique de mise en valeur des technologies numériques dans l'éducation⁵³. Il vise à faire du Costa Rica un leader de la fourniture de services publics numériques, et à encourager la citoyenneté numérique.

69. Il convient de souligner que les procédures de contrôle relèvent de la responsabilité du Bureau du Contrôleur général de la République, qui s'est largement appuyé sur ces technologies pour accélérer, assouplir et améliorer la prise de décisions⁵⁴.

70. Le projet de mécanisme de contrôle préventif des infrastructures publiques basé sur l'intelligence artificielle consiste à mettre en place un système automatisé de contrôle de l'exécution des travaux dans les infrastructures publiques, en faisant appel aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle, ce qui permet aux citoyens de contrôler en temps réel l'utilisation qui est faite des fonds publics. Ce projet prévoit également l'installation de caméras de surveillance capables d'alerter à distance sur les risques éventuels et les conditions météorologiques susceptibles d'entraver la bonne exécution des travaux.

71. La Commission nationale de sécurité en ligne est chargée d'élaborer la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre les atteintes et l'exploitation sexuelles en ligne (2021-2027), qui vise à promouvoir des espaces numériques sûrs, à prévenir les risques liés à l'accès sans filtre à des contenus inappropriés et à prendre en charge les situations d'abus ou d'agression.

72. En 2021, 18,7 % des ménages autochtones n'avaient pas accès à Internet. Le Plan national des télécommunications vise notamment à assurer une couverture totale des 24 territoires autochtones du pays à l'horizon 2026. D'ici au 31 décembre 2023, 14 de ces territoires devraient être couverts⁵⁵. Le programme des centres communautaires intelligents vise à répondre aux besoins locaux de formation dans les territoires autochtones, dans le respect de leur vision du monde, de leur culture et de leurs caractéristiques locales.

B. Droits civils et politiques

1. Sécurité humaine et libertés fondamentales

73. Le Costa Rica, pays neutre et démocratie désarmée, réaffirme son engagement en faveur de la paix, du désarmement et du contrôle du trafic et de la prolifération des armes. À l'échelle nationale, les lois n^{os} 9682 et 9692 de 2019 représentent des avancées importantes dans le renforcement de la réglementation des armes et de la protection des femmes, les armes à feu et les armes blanches étant les plus couramment utilisées pour commettre des violences contre des femmes, en particulier des féminicides⁵⁶.

74. La réforme de la loi sur les armes et les explosifs⁵⁷ durcit les peines encourues en cas de port illégal d'armes, interdit l'acquisition de munitions destinées à d'autres armes que celles légalement enregistrées et prévoit d'autres mesures pour prévenir la prolifération des armes. La réforme de la loi contre la violence domestique et de la loi sur les armes et les explosifs⁵⁸ a élargi le champ d'application des mesures qui visent à restreindre la possession d'armes à feu, voire à obtenir la confiscation de ces armes en cas de violence domestique, et autorise la police à intervenir afin de protéger l'intégrité physique des personnes⁵⁹.

75. Le Costa Rica estime que l'objectif ultime des instruments de contrôle des armes ne sera pas atteint si les femmes et les hommes n'y contribuent pas pleinement, dans des conditions d'égalité. Signe de cet engagement, la Direction générale de l'armement et ses différents services sont dirigés par des femmes.

76. Le Costa Rica compte parmi les premiers partisans d'une interdiction totale des systèmes d'armes autonomes. Le pays a accueilli en 2023 la Conférence latino-américaine et caribéenne sur les effets des systèmes d'armes autonomes, au cours de laquelle le communiqué de Belén a été adopté⁶⁰. Il a joué un rôle actif, en tant que coauteur, dans l'adoption de la résolution sur les systèmes d'armes létaux autonomes par l'Assemblée générale⁶¹. Le Gouvernement préconise de mettre en place un instrument juridiquement contraignant qui réglemente les systèmes d'armes autonomes en adoptant une approche pluridisciplinaire et garantisse un contrôle humain approfondi à chaque étape.

77. Le Costa Rica a modifié l'article 181 du Code de procédure pénale afin d'inscrire dans la loi l'invalidité des preuves obtenues par la torture, les mauvais traitements, la contrainte, la menace, la tromperie ou l'ingérence indue⁶², conformément aux recommandations du Comité contre la torture.

2. Participation à la vie publique et politique

78. En ce qui concerne l'exercice général du droit de manifester pacifiquement, toute manifestation ou grève est soumise à une déclaration aux services de police ou, à défaut, d'un ordre d'exécution. Dans ces documents, qui rappellent le respect dû à tous les manifestants, les forces de police sont invitées à maintenir le dialogue afin de préserver l'intégrité physique des civils et des policiers, et à respecter le droit de manifester, consacré par la Constitution⁶³.

79. Le Costa Rica n'a pendant plusieurs décennies ménagé aucun effort pour garantir la participation des femmes à tous les secteurs de la vie, dans des conditions d'égalité avec les hommes, en particulier dans la sphère politique, parvenant même à obtenir, en mai 2024, une

représentation paritaire à l'Assemblée parlementaire, avec 49 % de femmes (27 députées) et 51 % d'hommes (28 députés)⁶⁴.

80. Le Gouvernement continue d'œuvrer à la parité des genres à tous les niveaux, y compris à l'échelon municipal, ce qui sera chose faite avec la réforme du Code municipal en 2023⁶⁵. En attendant, le pouvoir législatif a adopté en 2022, une loi visant à prévenir, réprimer, sanctionner et éliminer la violence à l'égard des femmes dans la sphère politique⁶⁶, conformément au principe constitutionnel d'égalité devant la loi.

81. Ces mesures et d'autres actions positives ont permis au Costa Rica d'atteindre la parité dans les conseils municipaux et d'augmenter de 27 % le nombre de femmes élues maires, passées de 7 à 22 lors des élections municipales de 2024⁶⁷.

82. L'Institut national des femmes mène un solide plan d'action en vue de sensibiliser les institutions, les communautés, les partis politiques et les organisations sociales afin qu'ils encouragent les femmes à participer à la vie politique sans craindre de subir quelque forme de violence que ce soit⁶⁸.

3. Interdiction de toutes les formes d'esclavage et de la traite des personnes

83. L'État costaricien s'efforce de prévenir, de réprimer et de sanctionner la traite des personnes. Le crime de traite des personnes est visé à l'article 172 du Code pénal. En août 2019, l'Assemblée a adopté une réforme de la loi relative à la lutte contre la traite des personnes et à la création de la Coalition nationale contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes⁶⁹, qui étend cette infraction au prélèvement illicite d'organes. Elle est ainsi allée au-delà des préconisations du Protocole de Palerme pour mettre en place un outil de lutte plus efficace⁷⁰.

84. Le Costa Rica applique la Politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains (2020-2030)⁷¹. Plus récemment, le Plan stratégique national (2022-2027) de la Coalition nationale susmentionnée a été approuvé, et les lignes directrices relatives à la coordination interinstitutionnelle en matière de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants ont été adoptées en 2023⁷².

85. La Coalition nationale contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes a pour mission de porter secours aux victimes et de les protéger, mais également d'apporter, en justice, les preuves sur la base desquelles les personnes accusées sont reconnues coupables. L'équipe d'intervention immédiate est un organe interinstitutionnel spécialisé dans la prise en charge d'urgence des victimes de la traite et des personnes à leur charge. Il existe également un Bureau de prise en charge et de protection des victimes d'infraction, qui relève du ministère public.

86. Plusieurs mécanismes de prise en charge et de protection des victimes de la traite existent, notamment la Stratégie de prise en charge intégrale et de mobilisation des ressources de soutien aux victimes et survivants de la traite et des personnes à leur charge. Cette stratégie illustre la coordination interinstitutionnelle qui peut être mise en place pour assurer la prise en charge globale des victimes. De même, la caisse de sécurité sociale du Costa Rica applique un protocole de soins complets dans les services de santé, et il existe un modèle de prise en charge intégrale des victimes et des survivants de la traite.

C. Droits économiques, sociaux et culturels

1. Droit au travail

87. La garantie du droit au travail suppose une égalité d'accès pour tous, une égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, une répartition équitable des responsabilités parentales et une coresponsabilité en matière de soins.

88. Depuis 2022, les lois n^{os} 10159 et 10211 prévoient un congé de paternité dans les secteurs public et privé⁷³. En 2023, 10 983 congés de paternité ont été accordés, soit 0,8 congé de paternité pour chaque congé de maternité.

89. Les réformes ci-après ont permis d'améliorer les conditions de travail et l'accès à l'emploi :

- La modification de la loi n° 7142 sur la promotion de l'égalité sociale des femmes, qui établit l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé pour un travail de valeur égale⁷⁴ ;
- La loi sur l'éducation et la formation technique⁷⁵ ;
- La réforme du Code du travail qui vise à réglementer le travail de nuit des femmes⁷⁶ ;
- La réforme du Code du travail qui permet aux femmes de choisir librement leur emploi et interdit la discrimination à l'égard des femmes en âge de travailler dans certains secteurs de l'économie⁷⁷ ;
- La loi sur le soutien à la culture de la dénonciation du harcèlement sexuel, qui porte de deux à huit ans le délai légal de dépôt de plainte⁷⁸.

90. La Banque centrale du Costa Rica a créé le compte satellite du travail domestique non rémunéré, afin de mettre en avant la valeur économique du travail non rémunéré effectué par les membres du ménage dans le cadre d'activités productives destinées à l'autoconsommation. Cet outil précieux permet de repérer les inégalités dans ce domaine et de concevoir des solutions en vue de favoriser l'accès des femmes au marché du travail⁷⁹.

91. Le Costa Rica s'est engagé à éliminer les écarts de salaire discriminatoires dans le travail domestique, au moyen d'une politique d'ajustement salarial annuel différencié, qui lui permettra de parvenir en 2034 à l'égalité salariale entre les travailleurs domestiques et les autres travailleurs non qualifiés⁸⁰.

2. Droit au soin

92. Le Costa Rica s'oriente vers une réorganisation des prestations de soins et des services d'appui. Cette responsabilité est désormais répartie entre l'État, le marché, les ménages et les communautés, et met l'accent sur la coresponsabilité sociale, l'égalité des genres, les droits de l'homme et la participation citoyenne⁸¹.

93. Le Système national d'aide et de prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance⁸², créé en 2022, est chargé de coordonner les services de soins généraux ou spécialisés proposés par les établissements publics et privés aux bénéficiaires et à leurs aidants⁸³.

94. La politique nationale de prise en charge (2021-2031)⁸⁴ a pour but d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées qui ont un handicap ou une maladie chronique et ont besoin d'une aide. Elle organise et coordonne les services tels que la téléassistance, les soins à domicile, les centres d'accueil et les séjours de longue durée. Le dispositif met l'accent sur les services à domicile afin d'éviter l'hospitalisation et de promouvoir l'autonomie des personnes.

95. Le Réseau national de soins et de développement de l'enfant, créé par la loi en 2021, coordonne les centres de développement et de prise en charge intégrée des enfants. Il accueille les enfants en situation de pauvreté ou de vulnérabilité sociale ou économique et qui ont besoin d'être accompagnés dans leur développement, l'accent étant mis sur l'insertion professionnelle et le maintien de la responsabilité éducative des parents⁸⁵.

3. Droit d'avoir accès à une eau potable

96. Le droit d'avoir accès à une eau potable a été inscrit dans la Constitution en 2020⁸⁶, en tant que droit humain fondamental et inaliénable, l'eau étant considérée comme un bien essentiel à la vie. La reconnaissance de l'eau en tant que bien national favorise la protection et la garantie du droit d'accès à une eau potable⁸⁷.

97. Le Costa Rica signale qu'en 2023, 95,6 % de la population avait accès à une eau potable de qualité, soit une augmentation de 3,2 points de pourcentage par rapport à 2018⁸⁸.

98. Le Costa Rica est confronté au défi de l'assainissement. Pour le relever, l'Institut costaricien des eaux et de l'assainissement, en collaboration avec les associations chargées de la gestion des eaux et des égouts communautaires et d'autres acteurs concernés multiplient les interventions, notamment dans des zones prioritaires, afin d'améliorer les services d'approvisionnement en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées, conformément au Plan stratégique institutionnel (2022-2026)⁸⁹.

99. En matière d'assainissement, la participation citoyenne est importante. À cet égard, le Mécanisme national de gouvernance de l'eau⁹⁰ propose une plateforme permanente de dialogue et d'échange avec la société civile, les organisations sectorielles, le monde universitaire et le grand public sur les questions de protection et de durabilité de l'eau⁹¹.

100. L'État costaricien met actuellement à jour la Politique nationale dans le domaine de l'eau et le Plan national de gestion intégrée des ressources en eau, pour lequel il a mis en place depuis 2019 le système d'information SINIGIRH, chargé de recueillir toutes les informations sur les ressources en eau de surface et souterraines afin d'en permettre l'accès public universel⁹².

4. Droit à la santé

101. La jurisprudence constitutionnelle consacre la santé comme un droit fondamental et un bien d'intérêt public protégé par l'État. La situation sanitaire au Costa Rica montre que l'espérance de vie à la naissance en 2023 était de 80,3 ans ; 95 % de la population est couverte par l'assurance maladie, et en 2020, les dépenses publiques de santé représentaient 5,6 % du PIB et 25,17 % des dépenses publiques totales⁹³.

102. La Politique nationale de santé (2023-2033) et son plan d'action sont guidés par une approche fondée sur l'accès universel, le parcours de vie, l'intersectorialité et la participation sociale⁹⁴.

103. Le taux d'adolescentes et de filles qui deviennent mères à la suite de relations inappropriées, d'abus ou d'un manque d'information, est passé de 19 % en 2012 à 9 % en 2021. Le pays poursuit ses efforts en la matière en mettant en place le Plan stratégique national pour la santé des adolescents (2021-2030), qui vise à réduire les naissances chez les adolescentes à 2 % d'ici à 2030⁹⁵.

104. Au Costa Rica, la seule justification de l'interruption de grossesse est le risque pour la vie ou la santé de la mère. En décembre 2019, la norme technique pour la procédure médicale liée à l'article 121 du Code pénal (légalité de l'avortement) a été officialisée⁹⁶, et un protocole clinique a été mis en place pour assurer la prise en charge complète des patientes ayant subi une interruption de grossesse. Ces deux instruments sont obligatoires et ont été diffusés auprès du personnel de santé au niveau national⁹⁷.

105. Le Costa Rica applique un protocole de soixante-douze heures en cas de violence sexuelle et la Caisse de sécurité sociale a mis en place des lignes directrices pour la contraception d'urgence⁹⁸.

106. La loi de 2023 sur la santé mentale⁹⁹ contribue à renforcer le système national de santé mentale, sur la base d'un modèle communautaire de promotion, de prévention, de réadaptation et de réintégration¹⁰⁰.

107. En novembre 2023, le Costa Rica a adopté la loi sur la menstruation et la justice¹⁰¹, qui prévoit la reconnaissance des droits de toutes les femmes menstruées et des mesures sur l'accès aux produits et la diffusion de statistiques sur l'hygiène menstruelle et la pauvreté¹⁰².

5. Droit à l'éducation

108. Le Costa Rica a fait des progrès importants en matière de fréquentation scolaire. En 2023, 95,1 % des enfants âgés de 5 à 18 ans étaient scolarisés, pour une durée moyenne de 8,8 années. Le taux d'alphabétisation était de 99,5 % en 2021. Par ailleurs, l'universalisation de l'enseignement primaire est en bonne voie de réalisation, de même que l'obligation de mettre en place une éducation diversifiée. En revanche, le pays a du mal à maintenir les étudiants en études et à faciliter leur reprise d'études¹⁰³.

109. La création de protocoles d'action par l'Unité de scolarisation, de rescolarisation et de réussite éducative et leur coordination avec les équipes de scolarisation au niveau régional ont permis de donner la priorité aux établissements les plus défavorisés sur le plan éducatif¹⁰⁴.

110. La plateforme SABER produit des données sur la situation des étudiants et assure un suivi de leur parcours éducatif, et fournit des informations précises sur les exclusions prononcées d'une année sur l'autre, sur la base des inscriptions initiales enregistrées¹⁰⁵.

111. Le programme des établissements d'excellence vise à renforcer les capacités des centres éducatifs, en développant des actions et des stratégies qui visent à maintenir les élèves dans certains établissements secondaires publics situés dans des zones de grande vulnérabilité sociale¹⁰⁶.

112. La mise en place de programmes d'éducation sexuelle et affective complète (cycle III) et d'éducation diversifiée constitue un progrès important. Des lignes directrices techniques sont actuellement élaborées afin de renforcer le programme d'éducation sexuelle et affective complète, dans une perspective interculturelle¹⁰⁷.

D. Groupes faisant l'objet d'une protection spéciale

1. Femmes et filles

113. Le Costa Rica applique la Politique nationale pour l'égalité de fait entre les femmes et les hommes (2018-2030) et la Politique nationale de prévention des violences faites aux femmes de tous âges et de prise en charge des victimes (2017-2032)¹⁰⁸, dans le but de parvenir à l'égalité des genres et d'éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Désormais inscrites dans la loi, ces deux politiques ont été maintenues, malgré les changements de gouvernement, et permettent à l'État d'agir de manière globale et intégrée sur le long terme. L'État appliquera en 2026 le deuxième plan d'action au titre de la Politique nationale pour l'égalité de fait entre les femmes et les hommes¹⁰⁹ et, en 2027, le Plan quinquennal au titre de la Politique nationale de prévention des violences faites aux femmes de tous âges et de prise en charge des victimes¹¹⁰.

114. Sur le plan réglementaire, d'importantes avancées sont à noter, notamment :

- La loi contre le harcèlement sexuel de rue¹¹¹ ;
- La modification de la loi érigeant en infraction la violence à l'égard des femmes¹¹² ;
- La loi portant création de l'infraction de féminicide élargi¹¹³ ;
- La loi sur les droits des femmes à des soins spécialisés, dignes et respectueux pendant la grossesse, l'accouchement, le post-partum et les soins aux nouveau-nés¹¹⁴ ;
- Le renforcement du Centre opérationnel de lutte contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes, et la reconnaissance des services de lutte contre la violence à l'égard des femmes en tant que services essentiels¹¹⁵ ;
- La loi sur la réparation intégrale pour les victimes de féminicide¹¹⁶.

115. Le Costa Rica a adopté la stratégie « Ruta de Género » afin de renforcer l'accès des femmes à la justice, dans le cadre du nouveau modèle de régionalisation. Trente-deux centres (« Puntos Violeta ») ont été ouverts dans l'ensemble des régions dans le but d'apporter une aide psychologique d'urgence aux femmes victimes de violence, notamment de harcèlement au travail, de harcèlement sexuel et de harcèlement de rue¹¹⁷.

116. Les espaces de sécurité, créés en collaboration avec des entreprises déjà identifiées, servent de refuge aux femmes qui ont subi des actes de violence ou sont en danger. Cette initiative vise à associer la société tout entière à la recherche de solutions¹¹⁸.

117. Vingt-trois comités locaux de prise en charge immédiate et de suivi ont été créés sur l'ensemble du territoire afin d'apporter une protection et un soutien immédiat aux femmes menacées de féminicide. Le pouvoir judiciaire, le Ministère de la sécurité publique et l'Institut national des femmes sont les principales parties prenantes de ces comités¹¹⁹.

118. L'État costaricien a également mis en place la Stratégie de soins itinérants, qui vise à faciliter l'accès à des services de soins complets pour les femmes victimes de violence qui vivent dans des zones éloignées des centres urbains et dans des communautés autochtones¹²⁰.

119. La méthode d'analyse des « autopsies » sociales a été appliquée dans le cadre de 28 rapports locaux d'analyse des féminicides, qui présentent des informations générales sur les femmes victimes, leur situation sociale et les différentes réponses institutionnelles apportées. Cette méthode permet de réorienter les actions et les interventions institutionnelles face aux situations de risques liées au féminicide¹²¹.

120. L'État a intensifié les travaux menés sur les nouvelles masculinités, a mis en place des actions de conseil juridique sur la paternité responsable, a conçu des campagnes de formation et de sensibilisation¹²² et a élaboré divers programmes, tels que la stratégie « Somos Familia », un modèle de formation parentale déployé en partenariat avec le secteur privé et la société civile, qui utilise le jeu et la conversation empathique pour promouvoir des liens d'affection et de sécurité au sein de la famille¹²³.

121. L'Institut national des femmes a lancé un processus de régionalisation des politiques en faveur des femmes rurales, qui comprend notamment :

- L'élaboration et le suivi de la Politique d'égalité des genres pour un développement inclusif dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la ruralité (2020-2030) et du plan d'action qui y est associé¹²⁴ ;
- La modification du règlement de la loi n° 9036 sur l'Institut de développement rural, qui élimine les formalités et les conditions excessives que doivent remplir les femmes rurales pour pouvoir présenter leurs projets de production¹²⁵ ;
- La modification du règlement relatif à l'Institut de développement rural, qui accroît les montants des crédits proposés et améliore les taux d'intérêt, en prenant en compte la question du genre ;
- Le renforcement du Forum national des femmes rurales en tant qu'espace d'échange et d'analyse des insuffisances liées à la prise de décisions¹²⁶.

2. Enfants, adolescents et jeunes

122. Les réformes importantes ci-après ont été adoptées pour protéger les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant :

- La loi sur le droit au temps, qui prolonge jusqu'à vingt-cinq ans le délai de prescription des poursuites pour les infractions sexuelle sur des mineurs ou des personnes dépourvues de capacités volitives ou cognitives¹²⁷ ;
- La loi sur la prévention du harcèlement des mineurs par des moyens électroniques ou virtuels, qui fixe un cadre réglementaire pour la protection des enfants et des adolescents contre le cyberharcèlement¹²⁸ ;
- La loi sur la prévention de la revictimisation et la garantie des droits des mineurs dans le système éducatif costaricien¹²⁹, adoptée pour éviter les pratiques qui revictimisent les mineurs et reconnaître les mineurs en tant que sujets de droit dans le régime disciplinaire du système éducatif¹³⁰ ;
- La loi sur la prévention et la détection précoce de la violence ainsi que la lutte contre la violence à l'égard des enfants et des adolescents, qui met en place des actions de prévention et de détection précoce de toutes les formes de violence à l'égard d'enfants et d'adolescents¹³¹.

123. La Politique nationale pour l'enfance et l'adolescence (2024-2036)¹³² est le cadre dans lequel l'État promeut, défend et garantit les droits des enfants et des adolescents. Elle est le résultat d'un processus d'élaboration participative associant les enfants, les adolescents et d'autres parties intéressées¹³³.

124. La Politique nationale pour l'enfance et l'adolescence est menée par la Fondation nationale de l'enfance, qui est une institution de rang constitutionnel chargée de la protection spéciale des droits des mineurs. Le Conseil national de l'enfance et de l'adolescence met pleinement en œuvre cette politique¹³⁴.

125. À la pointe de la lutte contre les châtements corporels, le Costa Rica a adopté en 2008 une loi interdisant cette violation des droits de l'enfant¹³⁵. Le programme de l'Académie de la parentalité apporte une aide précieuse pour construire de nouveaux modèles parentaux au sein de la famille et traiter les mineurs avec dignité. Appliqué sur l'ensemble du territoire, il a permis la participation de 6 216 familles en 2023¹³⁶.

126. Le mariage d'enfants est interdit au Costa Rica depuis 2017¹³⁷, et le mariage forcé est considéré comme un objectif de la traite des personnes. En 2023, la Fondation nationale de l'enfance a mis en place le protocole institutionnel en cas de relations inappropriées, se conformant ainsi à la loi tout en privilégiant une approche préventive¹³⁸.

127. Le Costa Rica est parvenu à réduire le travail des enfants à l'un des niveaux les plus bas de la région, en érigeant en infraction pénale le travail des personnes de moins de 15 ans et en coordonnant les politiques et les mécanismes intersectoriels. Déterminé à éradiquer le travail des enfants et ses pires formes d'ici à 2025, il a établi à cet effet une feuille de route, afin d'atteindre la cible 8.7 des objectifs de développement durable. La feuille de route comprend, notamment, le versement de subventions en vue d'éviter la déscolarisation des mineurs¹³⁹.

128. En 2023, 1,3 % de la population âgée de 12 à 17 ans participait au marché du travail, soit une baisse de 0,5 % par rapport à 2020. En outre, le pourcentage de ménages pauvres au sein desquels les enfants ou les adolescents travaillent est passé de 41,8 % en 2020 à 19,1 % en 2023¹⁴⁰.

129. En 2024, la Commission nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales et ses sous-commissions ont été relancées, dans le cadre de l'élaboration du plan de travail annuel 2024, conformément aux dispositions du Plan national contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales (2022-2025)¹⁴¹.

130. Les entreprises du secteur du tourisme bénéficient de mesures destinées à les inciter à adopter un code de conduite visant à décourager l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents dans le cadre de voyages ou d'activités touristiques¹⁴².

131. Depuis 2020, le pays applique la Politique publique de la jeunesse¹⁴³, approuvée par l'Assemblée nationale de la jeunesse du Réseau consultatif national de la jeunesse, qui relève du Ministère de la culture et de la jeunesse¹⁴⁴.

3. Personnes LGTBQ+

132. L'arrêt de la Chambre constitutionnelle faisant suite à l'avis consultatif de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a une portée transversale, valable dans l'ensemble des institutions. Bien que cette question soit encore nouvelle dans le pays, elle a entraîné des changements positifs dans le travail mené par les institutions pour garantir de manière universelle le principe de non-discrimination¹⁴⁵.

133. En mai 2024, le Tribunal suprême électoral avait enregistré 3 056 mariages homosexuels. Il y a également eu 1 374 changements de nom, lorsque les personnes considéraient que leur identité de genre était différente de celle enregistrée à l'état civil¹⁴⁶.

134. Un protocole a été mis en place pour lutter contre le harcèlement scolaire des personnes LGBT¹⁴⁷. De même, un protocole à l'intention des forces de police a été adopté pour la prise en charge des cas de discrimination à l'égard des personnes LGTBQ+. Au sein du système pénitentiaire national, la liberté d'autodétermination de la personne privée de liberté prime, quel que soit le lieu où elle se trouve¹⁴⁸.

135. Dans le domaine de la santé, le Costa Rica applique le Protocole de prise en charge complète du traitement hormonal des personnes transgenres au sein du Réseau des services de santé. Il a intégré dans ses registres statistiques la variable relative à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre¹⁴⁹.

136. Les pouvoirs publics ont mis en place diverses politiques afin d'éliminer des institutions la discrimination à l'égard des personnes LGBTI¹⁵⁰. Pour ce faire, des conditions inclusives et adaptées doivent être adoptées et des commissions et des politiques institutionnelles pour l'égalité doivent être établies, de sorte à sensibiliser les agents de l'État, à créer des lignes directrices et des protocoles d'action positive, et à favoriser une culture de tolérance et de respect de la diversité. À ce jour, une majorité d'institutions indique qu'elles ont créé ces commissions et pris des mesures concrètes en direction de cette population.

4. Personnes handicapées

137. Le Costa Rica s'est engagé à inclure pleinement les personnes handicapées qui, selon la deuxième enquête nationale sur le handicap de 2024, représentent 17,2 % de la population totale.

138. Les réformes ci-après ont été adoptées :

- La modification de l'article 51 de la Constitution afin de garantir aux personnes handicapées une protection spéciale de l'État¹⁵¹ ;
- La loi autorisant l'octroi d'un deuxième chèque-logement familial aux personnes handicapées¹⁵² ;
- La modification de la loi sur l'égalité d'accès des personnes handicapées à l'emploi, qui met en place des garanties en matière de transport et de stationnement pour les personnes handicapées¹⁵³ ;
- La loi portant création de l'Office des personnes âgées et des personnes handicapées dans les municipalités, qui accorde des ressources pour la mise en place d'actions dans les collectivités locales¹⁵⁴ ;
- La modification du règlement de la loi sur l'égalité d'accès des personnes handicapées à l'emploi, qui renforce les dispositions relatives au droit au travail et à l'emploi¹⁵⁵.

139. Le Costa Rica met en œuvre le Plan d'action de la Politique nationale relative au handicap (2024-2030)¹⁵⁶, dont les objectifs doivent être réalisés dans l'ensemble des organismes publics¹⁵⁷.

140. Conformément à la législation et à la Politique nationale relatives au handicap, chaque institution dispose d'une Commission pour l'accessibilité et le handicap, chargée de conseiller les autorités et d'élaborer des mesures en adoptant une approche fondée sur les droits humains des personnes handicapées. Ces commissions ont été réunies au sein d'un Réseau des commissions, qui a été relancé en 2022, sous l'autorité du Conseil national des personnes handicapées et en coordination avec lui.

141. L'Institut mixte de l'aide sociale accorde aux personnes handicapées des subventions et des transferts monétaires pour leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels, notamment en matière d'alimentation, de santé et d'éducation, et d'améliorer leur qualité de vie¹⁵⁸. Le Conseil national des personnes handicapées met en place des programmes ciblés pour les personnes vivant dans la pauvreté et le dénuement¹⁵⁹.

5. Personnes âgées

142. Le Costa Rica est en pleine transition démographique, qui se caractérise par l'allongement de l'espérance de vie et la baisse des taux de natalité. Ainsi, entre 2020 et 2030, le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus augmentera d'environ 5 % . D'ici à 2050, 23,7 % de la population sera âgée de 60 ans ou plus.

143. Dans ce contexte, le Conseil national des personnes âgées, qui a pour mission de mener les politiques relatives au vieillissement et à la vieillesse, sera chargé de la stratégie nationale pour un vieillissement en bonne santé fondé sur le parcours de vie (2022-2026)¹⁶⁰, et de la politique nationale sur le vieillissement et la vieillesse (2023-2033)¹⁶¹. Ces outils visent à garantir la protection et la promotion des droits des personnes âgées, à promouvoir la sécurité économique de ces personnes, à faire en sorte qu'elles soient bien traitées, aient une vie exempte de violence et bénéficient d'une prise en charge intégrale en matière de soins de santé.

144. Le Costa Rica met en œuvre le Programme du réseau de soins progressifs pour la prise en charge intégrale des personnes âgées, qui offre diverses solutions de prise en charge à domicile des personnes âgées, notamment celles qui vivent dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. Cette offre est complétée par des établissements de longue durée et des centres d'accueil de jour.

145. Des services d'assistance téléphonique et de téléassistance, tels que « Línea Dorada », permettent d'apporter gratuitement des réponses rapides aux besoins des personnes âgées. Le projet de défense juridique des personnes âgées, élaboré en collaboration avec l'Université du Costa Rica, apporte un soutien sous différentes formes.

6. Peuples autochtones

146. L'État costaricien a conscience de la dette historique liée à la pleine garantie des droits des peuples autochtones. Il a pris des mesures concrètes qui traduisent l'engagement du pays entier à respecter les droits visés dans la Convention n° 169 de l'OIT et dans d'autres instruments pertinents.

147. Le Mécanisme général de consultation des peuples autochtones, en vigueur depuis 2019, précise les étapes minimales à suivre pour garantir la consultation préalable des peuples autochtones avant tout projet ou mesure administrative les concernant¹⁶², et a mis en place un système de protection associant :

- Le Groupe technique interinstitutionnel chargé des affaires autochtones, qui coordonne les modalités de la collaboration entre les peuples autochtones et les services de l'État ;
- L'Unité technique de consultation des peuples autochtones, placée sous l'autorité du Vice-Ministère de la paix, qui a notamment pour mission de créer et de former les instances territoriales de consultation des peuples autochtones, qui assurent un rôle de coordination logistique et sont spécialisées dans les questions autochtones¹⁶³.

148. Conformément à la loi sur les populations autochtones¹⁶⁴, le Plan national de récupération des territoires autochtones a été lancé en 2016, dans le cadre duquel le Fonds national des indemnisations liées aux territoires autochtones a été établi¹⁶⁵. En décembre 2023 a eu lieu la première expropriation d'un occupant de bonne foi non autochtone du territoire autochtone de Conte Burica, ce qui a permis le transfert de la propriété à l'Association de développement intégral autochtone du territoire¹⁶⁶.

149. Les avancées législatives ci-après ont été obtenues :

- La loi sur la protection du développement de la nationalité costaricienne de l'autochtone transfrontalier et la garantie de l'intégration de l'autochtone transfrontalier, qui introduit la notion d'« autochtone transfrontalier » dans le système juridique, ainsi que les réformes nécessaires pour reconnaître ces personnes et les doter d'un statut juridique leur permettant de faire valoir leurs droits et garanties¹⁶⁷ ;
- La loi qui déclare d'intérêt public, académique et culturel la commémoration, le 9 août de chaque année, de la Journée internationale des peuples autochtones¹⁶⁸.

150. La politique publique pour les peuples autochtones (2026-2036), qui serait la première application du mécanisme général de consultation des peuples autochtones, est en cours d'élaboration. Elle traitera de questions telles que la reconnaissance de l'autonomie, la territorialité autochtone, l'autogouvernement et l'inclusion sociale des peuples autochtones¹⁶⁹.

151. L'enseignement des langues autochtones en milieu préscolaire dans les territoires autochtones est encouragé dans le cadre de la Politique éducative pour la promotion des langues. Le Gouvernement élabore actuellement le Protocole pour les populations soumises à une législation et à des conditions spéciales et spécifiques, ainsi que le Protocole de prise en charge des peuples autochtones, à l'intention des forces de police¹⁷⁰.

152. La Caisse de sécurité sociale supervise la création du catalogue de données institutionnelles, qui permet d'assurer la visibilité et la prise en charge des peuples autochtones dans les services de santé. Au total, 71 700 personnes autochtones y sont

enregistrées, soit à ce jour 92 % des personnes qui s'identifient à un peuple et à un territoire autochtones¹⁷¹.

7. Personnes d'ascendance africaine

153. Le Costa Rica a pris des mesures fortes pour reconnaître les contributions des personnes d'ascendance africaine au développement économique et social, et a mené des actions positives pour favoriser la pleine insertion de ces personnes dans la société, et lutter activement contre le racisme, la discrimination raciale et toutes les formes de discrimination.

154. En 2021, le pays a accueilli la première cérémonie de commémoration de la Journée internationale des personnes d'ascendance africaine, et, en 2019, la Réunion de haut niveau sur l'égalité et les droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine. Cette dernière manifestation, qui avait pour thème l'accélération de l'action mondiale en faveur de la reconnaissance de ces personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes, a donné lieu à un document final qui a servi de contribution régionale au sommet de Nairobi, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement.

155. Sur le plan normatif, les avancées significatives ci-après ont été obtenues :

- La loi qui déclare le mois d'août comme le mois historique de l'ascendance africaine au Costa Rica¹⁷² ;
- La loi sur les actions positives en faveur des personnes d'ascendance africaine, qui sera appliquée pendant une période de dix ans et fait obligation aux administrations publiques d'attribuer au moins 7 % des emplois vacants par an à des personnes d'ascendance africaine¹⁷³ ;
- Le décret exécutif confirmant l'autodétermination de la population afro-costaricienne en tant que peuple tribal, conformément à son identité culturelle, à sa langue, à sa tradition historique, à sa culture et à sa vision du monde¹⁷⁴.

156. La Politique nationale de santé (2023-2033) et son plan d'action comprennent des mesures particulières à l'intention des personnes d'ascendance africaine. Un cours sur l'interculturalité est en cours d'élaboration afin de doter le personnel de santé d'outils lui permettant de prendre en compte la diversité culturelle¹⁷⁵.

157. Le Protocole d'action que le personnel enseignant et administratif doit appliquer dans les situations de discrimination raciale et de xénophobie vise à lutter contre le racisme et la discrimination dans le secteur de l'éducation. Les plans de formation continue intègrent désormais la question des stéréotypes raciaux¹⁷⁶.

8. Migrants et réfugiés

158. Le Costa Rica est considéré comme un pays de transit et de destination des migrants et a toujours été, pour des raisons économiques et politiques, une terre d'accueil pour les réfugiés. Le Gouvernement estime que l'intégration des migrants et des réfugiés est indispensable si l'on veut promouvoir la cohésion sociale et le développement durable.

159. Au Costa Rica, les étrangers représentent environ 10 % de la population, soit l'un des pourcentages les plus élevés de la région. En revanche, le nombre de personnes en transit dans le pays a considérablement augmenté ces dernières années.

160. En 2021 et 2022, le Costa Rica a été l'un des pays où les demandes d'asile ont été les plus nombreuses. En 2023, il a accueilli 15 611 réfugiés, 195 463 demandeurs d'asile et 18 900 autres personnes ayant besoin d'une protection internationale. Le nombre de personnes en transit atteint le chiffre record de 529 348, soit une hausse de 133 % par rapport à 2022.

161. Cette situation a mis à rude épreuve les capacités des services de l'État et a justifié la déclaration, en 2023, de l'état d'urgence, afin de répondre aux besoins des personnes faisant partie des flux mixtes, renforcer les capacités de réaction des institutions, et prendre en compte les effets de cet afflux sur les communautés d'accueil.

162. Le Costa Rica aborde la gestion de la mobilité des personnes en appliquant une approche fondée sur les droits de l'homme et fait preuve d'innovation en instaurant les mécanismes ci-après, qui sont désormais reconnus comme de bonnes pratiques et font partie intégrante de la Politique migratoire générale (2024-2034)¹⁷⁷ et du Plan national d'intégration (2023-2027)¹⁷⁸ :

- La procédure SIMLA, système d'enregistrement des travailleurs migrants qui fonctionne sur la base de l'offre de main-d'œuvre disponible par rapport à la demande sur le marché national¹⁷⁹ ;
- Le système de traçabilité de la main d'œuvre migratoire, qui enregistre l'entrée, le séjour et la sortie des travailleurs migrants dans les secteurs où la demande en main-d'œuvre est la plus forte¹⁸⁰ ;
- Le projet de couverture santé et d'accès à l'emploi pour les migrants, qui vise à aider les migrants économiques vulnérables et les réfugiés à supporter le coût des documents d'immigration¹⁸¹ ;
- La mise en place de l'équipe chargée des situations migratoires particulières, qui a pour mission de recenser et prendre en charge les personnes qui se trouvent dans des situations migratoires particulières, par exemple les mineurs en transit¹⁸².

163. La Stratégie d'employabilité des migrants est un cadre d'action visant à promouvoir l'insertion des migrants sur le marché du travail, à garantir leurs droits du travail et à promouvoir l'égalité d'accès aux emplois sur le marché du travail. L'Institut mixte de l'aide sociale fournit des services à la population réfugiée. En 2023, 4 208 réfugiés et demandeurs d'asile ont bénéficié de ses services, pour un investissement total de 1 750 939 020 colones.

164. En 2024, le Ministère de l'éducation publique a commencé à élaborer une politique d'éducation interculturelle pour les dix années à venir. Le Groupe de travail intra-institutionnel pour la prise en charge des étudiants étrangers menacés d'apatridie et rapatriés a également été créé¹⁸³.

165. Le Costa Rica se félicite des actions menées avec les organismes d'appui, la société civile et d'autres alliés stratégiques afin de prendre en charge les migrants. Il réaffirme son engagement en faveur d'une migration sûre, ordonnée et régulière, qui respecte les libertés et les droits fondamentaux, conformément au principe de la responsabilité partagée.

9. Personnes atteintes du VIH

166. Le Costa Rica s'est engagé à assurer en permanence une prise en charge intégrale des personnes vivant avec le VIH, ce qui se traduit par différentes mesures telles que l'approbation de la réforme globale de la loi générale sur le VIH/sida¹⁸⁴, qui vise à intégrer de meilleures normes en matière de droits de l'homme et de développement scientifique.

167. Le Conseil national pour la prise en charge intégrale du VIH/sida assure le suivi de la Politique nationale en matière de VIH et du Plan stratégique (2021-2026) associé¹⁸⁵, en s'attachant notamment à éliminer la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes sur leur lieu de travail les personnes vivant avec le VIH¹⁸⁶.

168. C'est dans ce cadre qu'a été menée la Stratégie de prévention combinée du VIH chez les homosexuels et les femmes transgenres, ainsi que diverses actions d'éducation à la santé et de promotion de la santé.

169. On soulignera également le renforcement, en 2023, du Modèle de prévention combinée, à l'initiative des organisations de la société civile, notamment d'organisations de femmes vivant avec le VIH, et dont le budget est assuré par le système de santé¹⁸⁷.

170. Le Costa Rica a également adopté des normes et des lignes directrices qui créent un cadre robuste pour les soins liés au VIH, y compris l'accès à des services non discriminatoires, au traitement et au suivi clinique, à un traitement digne et respectueux des patients, ainsi qu'à des mesures préventives.

IV. Priorités nationales et suivi

171. Le présent rapport rend compte des mesures et des bonnes pratiques appliquées par l'État pour garantir les droits de l'homme. Il constitue également un exercice de réflexion ouvert et transparent sur la situation du pays, qui doit permettre de recenser les problèmes importants.

172. La pauvreté persistante, les inégalités et l'exclusion, associées aux effets croissants des changements climatiques sur la qualité de vie de la population, empêchent le plein exercice des droits de l'homme et constituent un défi permanent pour le pays.

173. Le Gouvernement mène actuellement une réflexion sur la crise majeure de violence que traverse le pays, ainsi que sur la recrudescence de la violence de genre exercée à l'égard des femmes et des filles. Il cherche à remédier à ces deux phénomènes, dans un contexte de marges budgétaires réduites, compte tenu de la nécessité de stabiliser les finances publiques.

174. Cette situation rend d'autant plus urgente la nécessité de renforcer le volet prévention des programmes sociaux, une mesure qui non seulement est nécessaire du point de vue des droits de l'homme, mais également efficace pour ce qui est de l'utilisation des ressources publiques.

175. Les avantages offerts par les programmes sociaux mis en place par le Costa Rica en direction des populations vulnérables ont été salués. En outre, la nécessité de rendre les interventions plus efficaces, par la ventilation des programmes en objectifs et en cibles communs, a également été soulignée.

176. Le Gouvernement reconnaît qu'il est nécessaire d'évoluer vers un système national intégré qui adapte les informations disponibles aux politiques publiques et à la planification budgétaire, en assurant un suivi adéquat à long terme des risques, de sorte à garantir l'efficacité des interventions publiques.

177. Le Costa Rica s'est engagé à élaborer un plan d'action de suivi du quatrième cycle de l'Examen périodique universel avec la participation de la société civile, raison pour laquelle les résultats de la consultation menée dans le cadre du présent rapport ont été consignés de manière systématique.

178. D'autres engagements pris par le pays, notamment dans le cadre du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, seront également présentés.

179. Le Costa Rica réaffirme son engagement en faveur des droits de l'homme pour tous et sa volonté de travailler main dans la main avec tous les acteurs de la société et les acteurs internationaux afin de mettre en œuvre ses priorités et relever les défis futurs.

Notes

¹ Annex I contains a list of acronyms and abbreviations; annex II includes the responses to the recommendations received in the 3rd Cycle of the Universal Periodic Review, along with more detailed information on the actions taken; and annex III presents a non-exhaustive list of bills related to human rights issues addressed in the report currently in the legislative pipeline, provided by the Legislative Assembly.

² Cf. 111.9. Executive Decree 36776-RE of 9 August 2011 and its reforms.

³ Asamblea Legislativa, Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados (AyA), Banco Central de Costa Rica (BCCR), Caja Costarricense de Seguro Social (CCSS), Contraloría General de la República (CGR), Comisión Nacional de Emergencias (CNE), Comisión Nacional de Asuntos Indígenas (CONAI), Consejo Nacional de la Persona Adulta Mayor (CONAPAM), Consejo Nacional de Personas con Discapacidad (CONAPDIS), Consejo Nacional de Rectores (CONARE), Corte Suprema de Justicia (CSJ), Dirección General de Migración y Extranjería (DGME), Defensoría de los Habitantes de la República (DHR), Instituto Costarricense sobre Drogas (ICD), Instituto Costarricense de Electricidad (ICE), Instituto Costarricense del Deporte y la Recreación (ICODER), Instituto Costarricense de Turismo (ICT), Instituto Mixto de Ayuda Social (IMAS), Instituto Nacional de Aprendizaje (INA), Instituto Nacional de las Mujeres (INAMU), Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPECA), Instituto de Desarrollo Rural (INDER), Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC), Ministerio de Cultura y Juventud (MCJ), Ministerio de Economía,

- Industria y Comercio (MEIC), Ministerio de Educación Pública (MEP), Ministerio de Ciencia, Innovación, Tecnología y Telecomunicaciones (MICITT), Ministerio de Planificación Nacional y Política Económica (MIDEPLAN), Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE), Ministerio de Salud (MINS), Ministerio de Vivienda y Asentamientos Humanos (MIVAH), Ministerio de Justicia y Paz (MJP), Ministerio de Seguridad Pública (MSP), Ministerio de Trabajo y Seguridad Social (MTSS), Patronato Nacional de la Infancia (PANI), Sistema de Banca para el Desarrollo (SBD), Tribunal Supremo de Elecciones (TSE), y Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto (MREC).
- ⁴ Cf. 111.8. The Permanent Consultation Entity (EPC) was established by Article 14 of the Executive Decree 36776-RE of August 9, 2011, and its reforms, attached to the CIDDHH for the direct and effective participation of civil society, as well as other interested organizations. The EPC was operationalized in 2018 with the creation of a base of organizations, and in January 2021 the “Mechanism for participation and consultation of the CIDDHH with the Permanent Consultation Entity” was approved after a joint construction exercise, which constitutes the framework of procedures for the significant participation of civil society in the CIDDHH.
- ⁵ Civil society organizations were invited early to participate in the consultation on June 21st, 2024, through an online form. They were invited to identify: i) main progress in compliance with human rights recommendations for the period 2019-2024; ii) setbacks; and iii) priority goals to which the State's action must be directed. Likewise, accessibility guarantees were given during the activity, including interpretation into Costa Rican Sign Language. More than 80 civil society organizations and public institutions registered to the consultation, which was held in an auditorium of the Judiciary Branch in San Jose, with participation of the Vice-President of the Supreme Court, the Vice-minister of Multilateral Affairs, the Ombudsperson, the Congresswoman President of the Human Rights Commission of the Legislative Assembly and the UN Resident Coordinator.
- ⁶ Article 1 of the Political Constitution of the Republic of Costa Rica.
- ⁷ Cf. 111.6.
- ⁸ These are, the International Convention for the Elimination of all Forms of Racial Discrimination; the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and their protocols; the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and its Optional Protocol; the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol; the Convention on the Rights of the Child and its protocols; the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its protocol; and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearances. The latter was ratified in October 2012, becoming the most recent of the international human rights treaties to be incorporated into the Costa Rican legal system.
- ⁹ [seriea_24_eng.pdf \(corteidh.or.cr\)](#). With its request for an advisory opinion, Costa Rica helped to develop Inter-American standards that serve as a guide for ensuring the rights of LGBTI+ individuals in the region.
- ¹⁰ In a verdict issued on August 8, 2018, the constitutional magistrates gave the Legislative Assembly 18 months to regulate same-sex marriage before lifting the ban. On May 26, 2020, Costa Rica became the world's 28th country to recognize same-sex marriage.
- ¹¹ Through Resolutions A/HRC/RES/48/13 y A/RES/76/300.
- ¹² Cf. 111.199. Resolutions A/RES/75/170 and A/RES/75/314.
- ¹³ Law No. 9981 of 21 May 2021.
- ¹⁴ https://sites.google.com/expedientesmideplan.go.cr/pndip-2023-2026/pagina_principal.
- ¹⁵ <https://www.mideplan.go.cr/plan-estrategico-nacional-2050>.
- ¹⁶ Cf. 111.44.
- ¹⁷ [Compromiso_politico_DDHHGrupo+ICE.pdf](#).
- ¹⁸ Cf. 111.42.
- ¹⁹ Law 9694 of 4 June 2019.
- ²⁰ By 2023, the institution has achieved 62.1% of available indicators of the 2030 Agenda. <https://inec.cr/estadisticas-fuentes/objetivos-desarrollo-sostenible>.
- ²¹ https://admin.inec.cr/sites/default/files/2022-09/guia_para_lineamientos_enfoque_etnico-racial.pdf.
- ²² Cf. 111.35 & 111.34. https://costarica.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Marco-LGBTI-web%20%281%29_0.pdf.
- ²³ These activities include training, information and awareness processes, communication strategies, selection, jurisprudence research, participation in the development of guidelines such as circulars, policies, and protocols, and the publication of technical criteria for vulnerability and human rights approaches. A large training offer is available for the use of international instruments, which is coordinated with the Judicial School and the institution's numerous training sections.
- ²⁴ Cf. 111.185 & 111.59. To ensure broad involvement, authorities from the eight Indigenous Peoples from the 24 territories have been included, as have indigenous users who may or may not be members of these organizations.
- ²⁵ Cf. 111.27.

- ²⁶ Cf. 111.178.
- ²⁷ Cf. 111.26 & 111.56.
- ²⁸ Cf. 111.36.
- ²⁹ Cf. 111.10. These actions are in line with Resolution A/RES/66/209, which recognizes SAIs as essential entities for promoting efficiency, accountability and transparency in public administration.
- ³⁰ Cf. 111.121.
- ³¹ Cf. 111.79. As of 2023, the Ministry of Labor and Social Security reports that around 1.483 people with disabilities work in Costa Rica's public sector, both reserved and unreserved.
- ³² <https://www.mtss.go.cr/empleo-formacion/index.html>.
- ³³ Cf. 111.82.
- ³⁴ Its objective is to guide institutional processes towards comprehensive attention in Costa Rican indigenous territories, providing adequate provision of services, subsidies, transfers and benefits with cultural relevance.
- ³⁵ Cf. 111.83.
- ³⁶ Cf. 111.78. According to Article 7 of Law N. 8634, Development Banking System, the System will design policies "to provide priority treatment to projects promoted by women, older adults, ethnic minorities, people with disabilities, young entrepreneurs, development associations, cooperatives, SME consortia (...)".
- ³⁷ <https://inec.cr/multimedia/enaho-2023-presentacion-resultados-generales-sobre-ingresos-pobreza-desigualdad>.
- ³⁸ <https://inec.cr/multimedia/enaho-2023-infografia-realidad-socioeconomica-costa-rica-2023>.
- ³⁹ Cf. 111.31, 111.22, 111.36, 111.19, 111.16 & 111.57.
- ⁴⁰ Law 9878 of 12 August 2020. Cf. 111.12.
- ⁴¹ Cf. 111.208, 111.32 & 111.39.
- ⁴² <https://costarica.un.org/sites/default/files/2023-06/An%C3%A1lisis%20de%20Discursos%20de%20Odio%20y%20Discriminaci%C3%B3n%20en%20las%20Redes%20Sociales%20-%202023%20.pdf>.
- ⁴³ Cf. 111.23 & 111.24.
- ⁴⁴ Law 10030 of 30 September 2021.
- ⁴⁵ Cf. 111.121. Capacity training is provided on a variety of issues, including women's rights, the perspectives of persons with disabilities, the fight against discrimination, and a culture of equality and nonviolence, including for police officers and judges. The Ministry of Public Security, for example, has developed campaigns to promote human rights with a reach of up to 10.000 people. Police and prison personnel are trained on how to approach and treat people who have been detained and deprived of their liberty to exercise authority properly and prevent torture and other cruel, cruel, or degrading treatments or punishment.
- ⁴⁶ Cf. 111.122. Awareness-raising campaigns on sexual and reproductive health, HIV, and LGBTIQ+ have been conducted for police and administrative officials, reaching up to 2.000 individuals, and training is provided in the use of police intervention protocols in violent situations. Gender issues, masculinities for equality, and human trafficking and smuggling.
- ⁴⁷ Cf. 111.46.
- ⁴⁸ <https://www.cne.go.cr/rectoria/planngr/Plan%20Nacional%20de%20Gestion%20del%20Riesgo%202021-2025.pdf>.
- ⁴⁹ <https://monitoreo-pngr.cne.go.cr/>.
- ⁵⁰ Cf. 111.43.
- ⁵¹ Cf. 111.45. <https://www.bccr.fi.cr/indicadores-economicos/cuentas-ambientales>.
- ⁵² Law 10385 of 23 November 2023.
- ⁵³ <http://cse.go.cr/sites/default/files/acuerdos/cse-sg-0936-2021-patde.pdf>.
- ⁵⁴ Cf. 111.10.
- ⁵⁵ Cf. 111.190.
- ⁵⁶ Cf. 111.52.
- ⁵⁷ Law 9682 of 23 May 2019.
- ⁵⁸ Law 9692 of 9 July 2019.
- ⁵⁹ Cf. 111.148.
- ⁶⁰ <https://conferenciaawscostarica2023.com/communique/>.
- ⁶¹ Resolution A/RES/78/241.
- ⁶² Law 10011 of 24 August 2021.
- ⁶³ Cf. 111.47.
- ⁶⁴ Cf. 111.128.
- ⁶⁵ Law 10327 of 12 May 2023.
- ⁶⁶ Law 10235 of 3 May 2022.
- ⁶⁷ Cf. 111.129.
- ⁶⁸ Cf. 111.127.

- ⁶⁹ Law 9726 of 14 August 2019.
- ⁷⁰ Cf. 111.63 & 111.68.
- ⁷¹ <https://www.migracion.go.cr/Documentos%20compartidos/Políticas/Política%20Nacional%20Contra%20la%20Trata%20de%20Personas.pdf>.
- ⁷² Cf. 111.66.
- ⁷³ Cf. 111.71. Law 10159 Public Employment Framework of 2022 establishes that workers can enjoy one month of paternity leave starting one day after the registration of the birth or adoption. Law 10211, also of 2022, establishes paternity leaves in the private sector, along with other measures to protect women in maternity status against employment discrimination. This law grants biological parents paternity leave, two days a week, during the four weeks from the birth of their daughter or son. The reform also creates other special licenses such as in the case of an individual or joint adoption.
- Another reform of the Code of Work in November 2023, Law 10397, introduced a special paternity leave for biological parents of minors, in the event of the mother's death during childbirth.
- ⁷⁴ Cf. 111.74. Law 9697 of 18 March 2019.
- ⁷⁵ Law 9728 of 12 September 2019 and its reforms.
- ⁷⁶ Law 9758 of 29 October 2019.
- ⁷⁷ Law 10131 of 10 February 2022.
- ⁷⁸ Cf. 111.145. Law 10029 of 6 October 2021.
- ⁷⁹ <https://www.bccr.fi.cr/indicadores-economicos/cuenta-sat%20lite-del-trabajo-dom%20stico-no-remunerado>.
- ⁸⁰ Cf. 111.76.
- ⁸¹ Cf. 111.73.
- ⁸² Law 10192 of 28 April 2022.
- ⁸³ Cf. 111.72.
- ⁸⁴ https://www.imas.go.cr/sites/default/files/custom/Política%20Nacional%20de%20Cuidados%202021-2031_0.pdf.
- ⁸⁵ Cf. 111.86. In 2020, REDCUDI benefited 25.568 people and 17.328 families with an investment of ¢32.804.899.982. For 2021, 26.004 people and 17.419 households benefited from a total investment of ¢32.593.975.702. In 2022, the benefit was granted to 30.360 people with a social investment of ¢33.308.146.935. While, in 2023, 31.840 people benefited from a social investment of ¢36.308.275.659.
- ⁸⁶ Law 9849 of 5 June 2020.
- ⁸⁷ Cf. 111.93.
- ⁸⁸ Cf. 111.92.
- ⁸⁹ Cf. 111.90.
- ⁹⁰ Executive Decree 41058, 2018.
- ⁹¹ Cf. 111.94.
- ⁹² Cf. 111.91 SINIGIRH: <https://mapas.da.go.cr/>
- ⁹³ Perfil de País - Costa Rica | Salud en las Américas (paho.org)
- ⁹⁴ file (ministeriodesalud.go.cr).
- ⁹⁵ Cf. 111.102.
- ⁹⁶ Executive Decree 42113-S of 12 December 2019.
- ⁹⁷ Cf. 111.95 & 111.97.
- ⁹⁸ Cf. 111.100.
- ⁹⁹ Law 10412 of 29 November 2023.
- ¹⁰⁰ Cf. 111.201.
- ¹⁰¹ Law 10424 of 29 November 2023.
- ¹⁰² Cf. 111.54.
- ¹⁰³ Cf. 111.111.
- ¹⁰⁴ Cf. 111.114.
- ¹⁰⁵ Cf. 111.118.
- ¹⁰⁶ Cf. 111.120.
- ¹⁰⁷ Cf. 111.119.
- ¹⁰⁸ <https://www.mcj.go.cr/sites/default/files/2021-06/PLANOVI%202017-2032.pdf>.
- ¹⁰⁹ <https://www.inamu.go.cr/documents/10179/401246/Plan+de+acci%C3%B3n+2023-2026+PIEG/c3780d43-23f5-4749-a23e-6fb10b8f0b76>.
- ¹¹⁰ Cf. 111.123, 111.125, 111.124, 111.136 & 111.147.
- ¹¹¹ Law 9877 of 10 August 2020.
- ¹¹² Law 9975 of 14 May 2021.
- ¹¹³ Cf. 111.144, 111.150 & 111.151. Law 10022 of 23 August 2021.
- ¹¹⁴ Cf. 111.103. Law 10081 of 28 October 2021.
- ¹¹⁵ Cf. 111.143. Law 10158 of 8 March 2022 and its reforms.

- ¹¹⁶ Cf. 111.153 & 111.152. Law 10263 of 6 May 2022.
- ¹¹⁷ Cf. 111.138.
- ¹¹⁸ Cf. 111.154 & 111.137. As of May 2024, there are more than 1.000 Safe Spaces, 460 of them are in operation, and 2.000 people have been trained to address the immediate needs of women users.
- ¹¹⁹ Cf. 111.155.
- ¹²⁰ Cf. 111.54.
- ¹²¹ Cf. 111.141 & 111.142.
- ¹²² <http://aprendeconmigo.inamu.go.cr/brinda>.
- ¹²³ Cf. 111.169.
- ¹²⁴ Cf. 111.146.
<https://www.undp.org/es/costa-rica/publicaciones/politica-de-igualdad-de-genero-para-el-desarrollo-inclusivo-en-el-sector-agropecuario-pesquero-y-rural-costarricense-2020-0#:~:text=La%20Pol%C3%ADtica%20de%20igualdad%20de,de%20una%20atenci%C3%B3n%20efectiva%20e>.
- ¹²⁵ Cf. 111.134.
- ¹²⁶ Cf. 111.133.
- ¹²⁷ Cf. 111.165. Law 9685 of 21 May 2019.
- ¹²⁸ Cf. 111.177. Law 10020 of 9 September 2021.
- ¹²⁹ Law 9999 of 20 November 2021.
- ¹³⁰ Cf. 111.160 & 111.161.
- ¹³¹ Law 10476 of 15 May 2024.
- ¹³² Executive Decree 44445-MP of 18 April 2024.
<https://cnna.go.cr/wp-content/uploads/2024/04/Politica-Nacional-de-la-Ninez-y-Adolescencia-2024-2036.pdf>.
- ¹³³ Cf. 111.157 & 111.159.
- ¹³⁴ Cf. 111.158.
- ¹³⁵ Cf. 111.168.
- ¹³⁶ Cf. 111.166 & 111.167.
- ¹³⁷ Law 9406 of 30 November 2016.
- ¹³⁸ Cf. 111.162.
- ¹³⁹ Cf. 111.176.
- ¹⁴⁰ <https://inec.cr/tematicas/listado?topics=174%252C715>.
- ¹⁴¹ Cf. 111.175.
- ¹⁴² Cf. 111.164. To date, 51 companies have signed the commitment.
- ¹⁴³ Executive Decree 42364-MCJ of 26 November 2020.
<https://www.mcj.go.cr/sites/default/files/2020-08/PPPJ%202020-2024%20vf.pdf>.
- ¹⁴⁴ Cf. 111.75.
- ¹⁴⁵ https://www.tse.go.cr/actas/2018/49-2018-extraordinaria-del-14-de-mayo-de-2018.html?zoom_highlight=%22matrimonio+igualitario%22.
- ¹⁴⁶ Cf. 111.70.
- ¹⁴⁷ Cf. 111.106.
- ¹⁴⁸ Cf. 111.30.
- ¹⁴⁹ Cf. 111.38.
- ¹⁵⁰ Cf. 111.37 & 111.33. Executive Decree 38999 of 12 May 2015.
- ¹⁵¹ Law 9697 of 16 July 2019.
- ¹⁵² Law 9821 of 24 March 2020.
- ¹⁵³ Law 9865 of 17 August 2020.
- ¹⁵⁴ Law 10046 of 28 January 2022.
- ¹⁵⁵ Executive Decree 43024-MP-MTSS of 27 April 2021. The decree includes the prohibition on employers to prevent the use of assistive services and technologies by workers with disabilities, as well as the designation of the denial of reasonable adjustments as an act of direct discrimination against workers with disabilities.
- ¹⁵⁶ <https://conapdis.go.cr/el-sector-informa/documentacion/4-5-5-ponadis/>.
- ¹⁵⁷ Cf. 111.200.
- ¹⁵⁸ Cf. 111.145. In 2020, IMAS provided benefits to 55.415 people with disabilities (direct beneficiaries), with a total investment of ¢23.944.902.608. In 2021, benefits were provided to 48.307 people, with a total investment of ¢19.723.941.191. In 2022, a total of 50.434 people benefited from a social investment of ¢18.041.803.959. Finally, in 2023, a total of 43.464 people with disabilities benefited from a social investment of ¢19.446.707.575.
- ¹⁵⁹ Cf. 111.190. In the last four years, some 22.175 people with disabilities have been benefited, which represents a budget execution of ¢49.081.456.550.
- ¹⁶⁰ <https://repositorio.binasss.sa.cr/repositorio/handle/20.500.11764/4187>.
- ¹⁶¹ Cf. 111.87. Executive Decree No. 44257-MP-S-MTSS of 9 October 2023.

https://costarica.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/politica_nacional_envejecimiento_y_vejez_web_0.pdf.

162 Cf. 111.181.

163 Cf. 111.185.

164 Law 6172 of 29 November 1977.

165 Cf. 111.187 & 111.188.

166 Cf. 111.189.

167 Cf. 111.194. Law 9710 of 9 August 2019.

168 Cf. 111.28. Law 10449 of 6 February 2024.

169 Cf. 111.130, 111.131, 111.183 & 111.193.

170 Cf. 111.192.

171 Cf. 111.197.

172 Cf. 111.199. Law 10050 of 25 November 2021.

173 Cf. 111.85. Law 10120 of 2 February 2022.

174 Executive Decree 43532 of 5 May 2022.

175 Cf. 111.103.

176 Cf. 111.25.

177 <https://www.migracion.go.cr/Documentos%20compartidos/Normativa%20Legal%20Migratoria/2024/Pol%C3%ADtica%20Migratoria%20Integral%202024%20-%2020234.pdf>.

178 <https://www.migracion.go.cr/Documentos%20compartidos/Políticas/Plan%20Nacional%202023-2027.pdf>.

179 Cf. 111.206.

180 <https://costarica.iom.int/es/sitlam-sistema-de-trazabilidad-laboral-migratoria-este-carne-sirve-como-identificacion-legal-en-costa-rica-para-fines-sanitarios-migratorios-y-legales-2>.

181 Cf. 111.210.

182 Cf. 111.173.

183 Cf. 111.211.

184 Law 9797 of 2 December 2019.

185 <http://www.conasida.go.cr/documentacion/conasida/resoluciones-politicas-y-planes/198-pen-vih-2021-2026/file>.

186 Cf. 111.41.

187 Cf. 111.108.